

**Note de service n° 92-232 du 6 août 1992**

**Modifiée par la circulaire n° 1262 du 25 octobre 1999**

(Education nationale et Culture : bureau DPE 2)

Texte adressé aux recteurs.

*Recrutement de maîtres auxiliaires de nationalité étrangère.*

NOR : MENP9250370N

Des difficultés m'ayant été signalées dans certaines académies en matière de recrutement de maîtres auxiliaires de nationalité étrangère, il m'est apparu nécessaire, en accord avec les ministères des Affaires sociales et de l'Intégration ainsi que du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de rappeler le cadre juridique s'appliquant au recrutement des maîtres auxiliaires de nationalité étrangère, en particulier s'agissant de ressortissants étrangers non autorisés à exercer une activité salariée.

Les dispositions de la présente note de service qui regroupent l'ensemble des instructions antérieures abrogent et remplacent, en conséquence, celles des notes de service n° 86-406 du 26 décembre 1986 et n° 90-243 du 29 août 1990.

## **I. RAPPEL DU CADRE JURIDIQUE EN VIGUEUR**

Le recrutement des maîtres auxiliaires de nationalité étrangère doit s'effectuer dans le cadre des accords internationaux, lois et règlements qui fixent les conditions de séjour et de travail des étrangers en France, en particulier :

De la loi n° 84-622 du 17 juillet 1984 portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 et du Code du travail et relative aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail ;

Du décret n° 84-1079 du 4 décembre 1984 relatif aux autorisations de travail délivrées aux travailleurs étrangers ;

Du décret n° 91-902 du 6 septembre 1991 portant publication de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

A cet égard, il convient de distinguer, sur le plan de leur situation au regard des textes législatifs et réglementaires, trois catégories de ressortissants étrangers.

### **1. Les ressortissants étrangers qui bénéficient d'une dispense d'autorisation du travail**

Il s'agit essentiellement des ressortissants d'un des onze Etats membres de la CEE qui bénéficient de la libre circulation des personnes et du droit de s'installer et d'exercer une activité professionnelle sur le territoire des Etats membres. Sont également dispensés d'autorisation de travail les ressortissants de nationalités centrafricaine, gabonaise, togolaise, andorrane et monégasque.

### **2. Les ressortissants étrangers autorisés à exercer une activité salariée**

Il s'agit des titulaires d'un des titres ci-après, en cours de validité :

Carte de résident ;

Certificat de résidence d'Algérien, valable dix ans ;

Carte de séjour temporaire portant la mention « salarié » (sans restriction géographique ou professionnelle ou mentionnant des restrictions compatibles avec l'emploi offert) ;

Certificat de résidence d'Algérien, portant la mention « salarié » ;

Carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE valable dix ou cinq ans et portant la mention « toute activité professionnelle dans le cadre de la législation en vigueur » ;

Carte de résident privilégié ;

### **3. Les ressortissants étrangers qui ne sont pas autorisés à exercer une activité salariée**

Il s'agit des étrangers titulaires d'une carte de séjour temporaire ou d'un certificat de résidence d'Algérien ne portant pas la mention « salarié » (ou portant cette mention avec indication d'une restriction incompatible avec l'emploi offert) et des étrangers dépourvus de titre de séjour.

Le recrutement de cette catégorie d'étrangers est subordonné à une autorisation préalablement obtenue du préfet. Toutes informations à ce sujet peuvent être recueillies auprès des directions départementales du travail et de l'emploi, notamment lorsqu'il s'agit d'étudiants qui peuvent obtenir une autorisation provisoire de travail, conformément aux instructions contenues dans la circulaire n° 90-007 du 4 juillet 1990 (voir ci-avant), élaborée conjointement par le ministère des Affaires sociales et de l'Intégration et celui du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

## II. MISE EN OEUVRE DE CES DISPOSITIONS

Dans la mesure où la satisfaction rapide des besoins d'enseignement est absolument prioritaire, il convient de faire appel aux candidats de nationalité française ainsi qu'aux candidats de nationalité étrangère dont le recrutement ne nécessite pas d'autorisation préalable, mentionnés aux paragraphes I.1 et I.2 ci-dessus.

Au cas où un poste ne pourrait être pourvu dans ces conditions, malgré les recherches effectuées, vous devrez avant de faire appel à un titulaire de carte de séjour temporaire non autorisé à exercer une activité salariée, ou à tout autre ressortissant étranger mentionné au paragraphe I.3 ci-dessus, obtenir l'autorisation préalable citée à ce même paragraphe.

Afin de faciliter ces démarches, j'attache une importance toute particulière à ce que les réunions de travail entre vos services, les directions du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les services de l'ANPE et de l'APEC prévues par la circulaire du 4 juillet 1990 - soient effectivement organisées, de telle sorte que les besoins de votre académie soient précisés en temps utile.

Ainsi que le précise la circulaire n° 91-035 du 18 février 1991 relative à la gestion des maîtres auxiliaires, vous devrez veiller - notamment au moyen de la mise en place et du développement des procédures préalables au recrutement - à ce que tout candidat présente toutes les aptitudes nécessaires à l'exercice de la fonction.

Je vous demande de veiller très attentivement à l'application des présentes dispositions.

(BO n° 37 du 1<sup>er</sup> octobre 1992.)

<p><b>SIGNALE :</b> Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).</p>
---